

Face aux invasions barbares, il faut s'organiser ensemble !!! Ou comment résister à la casse du service public du sport

Les invasions barbares. Expression pour le moins curieuse mais tout à fait adaptée tant elle caractérise bien l'impulsion donnée par le gouvernement à la sauce « Sarkozy » :

Détruire tout ce qui ressemble à du service public pour laisser le marché se développer. Par voie de conséquence, le service public assumé de fait par la vie associative sportive n'est pas épargné :

Avec la RGPP qui supprime les DDJS et les DRJS et privatise les formations aux métiers du sport. Qui supprime encore les postes de cadres techniques et ne renouvelle pas les postes de professeurs d'EPS.

Avec la réforme des collectivités territoriales qui crée de grandes métropoles et supprime des conseillers généraux et régionaux. Qui retire le droit aux départements et aux régions d'avoir une politique sportive soucieuse des besoins de la population. Qui met fin à la taxe professionnelle, principale ressource des municipalités qui ne pourront plus aider les clubs et le sport de la population.

Avec des dossiers CNDS inaccessibles aux petits clubs et aux petites sections et de moins en moins rattachées à la réalité du terrain.

Les conséquences de cette révolution du modèle sportif français pourraient être dramatiques. D'ores et déjà la part du sport pour tous dans le budget national des sports ne représente plus que 4% contre 80% pour le haut niveau !

Citons pêle-mêle :

Fin de l'accès gratuit aux gymnases et aux stades. Diminution, voire fin des subventions municipales ou du département. Fin des aides financières aux pratiquants. Pour accéder aux formations diplômantes, les éducateurs devront passer par le système privé et payer le prix.

Dans dix ans qui souhaitera faire du sport devra disposer d'un bon compte en banque, habiter dans une ville riche disposant de gymnases de stades et de piscines... Dans dix ans qui souhaitera s'occuper de sa condition physique devra payer des abonnements en salle privée à 400 euros l'année. Avec un moniteur sur grand écran pour 300 abonnés accrochés au guidon de leur vélo elliptique... Dans dix ans, les 15% d'enfants en surpoids n'auront même plus accès au sport à l'école tant le nombre d'heures d'EPS obligatoire se sera tarie...

L'être humain a profondément besoin d'activité physique et sportive. C'est utile pour le développement de l'enfant, pour l'autonomie des seniors, pour la vie sociale et le bien être à tout âge.

En vendant le service public du sport au marché privé, le gouvernement fait un choix : celui de sacrifier les milieux populaires (employés, ouvriers et travailleurs précaires) et de réunir les conditions d'une grande catastrophe sanitaire pour les décennies futures.

Pour le comité FSGT, résister c'est rechercher toutes les voies de coopérations possibles qui contribueront, avec les villes, avec le département, à développer une réponse associative - locale et fédérée - aux besoins profonds de la population.

L'AG du 27 mars dernier fait des propositions dans ce sens...

Flash infos du comité FSGT 94 avril 2010 – éditorial.